

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

LUNDI 27 FÉVRIER 2023 / N° 7557

Portrait

Derrière les feux de la rampe, le pianiste Riopy cohabite avec un sombre passé ●●● PAGE 20



Technologie

L'application TikTok bannie sans explication de la Commission européenne ●●● PAGE 9

Musique

Depuis cent trente ans, La Chaux-de-Fonds attire le gotha du classique ●●● PAGE 17

Swim Cup

A Malley, des nageurs du monde entier testent le nouveau bassin ●●● PAGE 19

ÉDITORIAL

Un investissement urgent

CÉLINE ZÜND
@celinezund

Appelons-les Marco et Laura. Ils ont 27 ans, sont en couple et évoquent parfois les prénoms de leurs futurs enfants, mais ils n'y pensent pas trop. Ils ont d'autres choses en tête: leur carrière, par exemple. Tous deux travaillent à plein temps. Cinq ans plus tard, après la naissance de leur enfant, Laura a repris son activité professionnelle à mi-temps. Marco à 100%. L'égalité restera un idéal.

Cette caricature fictive reflète les statistiques officielles en Suisse. Lorsqu'ils ne sont pas encore parents, une majorité de jeunes en couple travaillent à des taux similaires et se projettent dans un partage de tâches. L'arrivée du premier enfant représente une rupture et creuse un décalage entre leurs désirs et la réalité du manque de structures de garde ou de leur coût. Les témoignages de parents désemparés, sommés de se débrouiller en attendant une solution durable, sont loin d'être des cas isolés. Trop souvent, en Suisse, le choix d'avoir des enfants et de travailler s'avère conflictuel, et des parents, des mères dans une écrasante proportion, décident de réduire leur taux d'activité.

Or le temps partiel constitue la cause principale d'inégalité économique: en 2018, le revenu cumulé des femmes sur l'ensemble de leur parcours professionnel était de 43,2% inférieur à celui des hommes. C'est aussi un trou dans le deuxième pilier et dans la

prévoyance vieillesse. Et une cause de précarisation.

Mais l'économie dans son ensemble paie le prix du sous-emploi. La Suisse compte 130 000 postes vacants à l'heure actuelle. D'ici à 2030, on estime à 500 000 le nombre de postes à repourvoir. L'immigration à elle seule ne peut répondre aux besoins, d'autant moins dans un contexte politique qui ne lui est pas favorable.

Un début de solution se dessine à Berne, où le parlement va débattre d'un investissement de la Confédération pour développer l'accueil extra-familial et alléger la facture pour les parents.

En Suisse, l'idée bien ancrée que l'organisation familiale est une affaire d'abord privée (et maternelle), puis communale ou cantonale, explique aussi la pauvreté des dépenses des pouvoirs publics en la matière, et les grandes disparités régionales concernant l'offre en crèches.

En comparaison, au sein de l'OCDE, la Suisse investit nettement moins dans l'accueil de la petite enfance et les parents déboursent une part bien plus grande de leur revenu pour les crèches que dans les pays voisins. On est en droit d'attendre beaucoup mieux de politiques qui concernent, aussi, l'éducation et le bien-être des enfants.

Ce n'est pas pour rien que, fait rare, patrons et syndicats soutiennent ce projet pour l'accueil extra-familial. Face à l'urgence économique, la conscience qu'il ne s'agit plus juste d'une affaire privée mais de la prospérité du pays gagne du terrain. ■

La bataille des crèches pour libérer le travail des mères

POLITIQUE FAMILIALE Accorder 770 millions pour abaisser les tarifs de 20% dans l'accueil extra-familial des enfants, c'est la proposition d'une commission parlementaire dont s'empare le Conseil national

■ Le Conseil fédéral, par la voix de Karin Keller-Sutter, a déjà annoncé s'y opposer par principe, la règle étant qu'il s'agit d'une tâche du ressort des cantons ou des communes

■ L'économie et les syndicats pressent d'agir alors que la Suisse fait figure de mauvais élève concernant l'accès des femmes au marché du travail. Le débat n'est pas qu'économique, il est aussi culturel

●●● PAGES 2, 3

Un naufrage meurtrier interpelle l'Europe



ITALIE Au moins une soixantaine de migrants ont péri hier après le naufrage de leur embarcation non loin de Crotona, en Calabre. A la suite de cette «tragédie», la cheffe de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, appelle à avancer sur la réforme du droit d'asile dans l'UE. (CUTRO, 26 FÉVRIER 2023/ANTONINO DURSO/LAPRESSE)

●●● PAGE 5

«Notre neutralité ne doit pas être timorée»

SUISSE Chef de la diplomatie de 1945 à 1961, Max Petitpierre a apporté des réponses aux problèmes de la neutralité helvétique. Ses analyses et ses décisions restent d'actualité, explique l'historien Marc Perrenoud. Si la neutralité implique des obligations et n'autorise pas certaines actions internationales, Max Petitpierre défendait un rapprochement entre les pays de notre continent. «L'avenir de notre pays est lié à celui de l'Europe. [...] J'ai toujours été d'avis que notre neutralité ne doit pas être timorée, qu'elle ne doit pas être un prétexte à nous replier sur nous-mêmes, à nous soustraire aux responsabilités de peur des risques qu'elles peuvent comporter.»

●●● PAGE 9

«La Russie déplace de force des enfants»

UKRAINE Catherine Colonna dénonce dans un entretien exclusif «la guerre illégale, injustifiée et injustifiable» de la Russie depuis plus d'un an

■ La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la France est à Genève ce lundi pour l'ouverture de la 52e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

●●● PAGE 6

Devenir propriétaire, un rêve inaccessible

FINANCE En comparaison internationale, la Suisse affiche un taux de propriétaires particulièrement bas – moins de 40% des ménages ont pu acquérir leur logement. En augmentation à partir des années 1970, le nombre de propriétaires stagne depuis plus d'une dizaine d'années. Si l'on ne dispose pas de capitaux importants ou que l'on ne peut pas en obtenir par héritage, les chances de pouvoir acquérir son logement sont en effet quasiment réduites à néant. L'achat d'un bien immobilier est devenu encore un peu plus difficile en 2022, car les prix ont poursuivi leur hausse. Le marché reste pourtant dynamique, assure Sophie Carliez, responsable de JLL pour la Suisse romande.

●●● PAGES 11 À 15

LE TEMPS

Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès 18 Bourses et changes 14
Convois funéraires 18 Toute la météo 10

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
Tél. 022 539 10 75

